



DELIBERATION N° 2021-248

Délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 28 juillet 2021 fixant la dotation définitive au titre du Fonds de péréquation de l'électricité (FPE) pour l'année 2021 pour Électricité de Mayotte

Participaient à la séance : Jean-François CARENCO, président, Catherine EDWIGE, Ivan FAUCHEUX et Jean-Laurent LASTELLE, commissaires.

Les tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité dits « TURPE HTA-BT », s'appliquant aux utilisateurs raccordés aux réseaux de distribution en haute tension A (HTA) et en basse tension (BT), est aujourd'hui fixé par la délibération n° 2018-148 de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) du 28 juin 2018 portant décision sur les tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité dans les domaines de tension HTA et BT (dits « TURPE 5bis HTA-BT »). La délibération n° 2021-13 du 21 janvier 2021¹ définit les tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité dits « TURPE 6 HTA-BT » entrera en vigueur au 1^{er} août 2021 pour une période de 4 ans.

Le TURPE HTA-BT, qui est identique quel que soit le gestionnaire de réseaux de distribution (GRD) d'électricité, est déterminé à partir du niveau prévisionnel de charges supportées par Enedis, dans la mesure où ces coûts correspondent à ceux d'un gestionnaire de réseau efficace, ainsi que des prévisions concernant le nombre de consommateurs raccordés aux réseaux d'Enedis, leur consommation et leur puissance souscrite.

Ce tarif ne permettant pas toujours la prise en compte des spécificités de certaines concessions de distribution publique d'électricité, le Fonds de péréquation de l'électricité (FPE) a pour objet de compenser l'hétérogénéité des conditions d'exploitation de ces réseaux.

L'article L. 121-29 du code de l'énergie, modifié par l'article 165 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV), dispose que *« il est procédé à une péréquation des charges de distribution d'électricité en vue de répartir entre les gestionnaires de réseaux publics de distribution d'électricité les charges résultant de leur mission d'exploitation des réseaux publics mentionnée à l'article L.121-4. »*

Un arrêté ministériel définit une formule normative de calcul de cette péréquation applicable aux différents gestionnaires de réseau de distribution.

Dans l'hypothèse où cette formule normative de péréquation ne permettrait pas une prise en compte de la réalité des coûts d'exploitation engagés, ce même article introduit la possibilité pour les GRD d'électricité intervenant dans des zones non interconnectées au réseau métropolitain continental *« d'opter pour une péréquation de leurs coûts d'exploitation, établie à partir de l'analyse de leurs comptes et qui tient compte des particularités physiques de leurs réseaux ainsi que de leurs performances d'exploitation. »*

Ce même article dispose que, dans ce cas, *« la Commission de régulation de l'énergie procède à l'analyse des comptes pour déterminer les montants à percevoir »*².

Électricité de Mayotte (ci-après « EDM ») a formalisé en juin 2017 son souhait d'entrer dans le mécanisme de péréquation établie à partir de l'analyse de ses comptes pour la période 2018-2021.

¹ Délibération de la Commission de régulation de l'énergie n° 2021-13 du 21 janvier 2021 portant décision sur le tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité (TURPE 6 HTA-BT)

² Les modalités d'application de ce mécanisme de péréquation sont précisées par le décret n° 2017-847 du 9 mai 2017 relatif à la péréquation des charges de distribution d'électricité et codifiées aux articles R. 121-60 à R. 121-62 du code de l'énergie.

28 juillet 2021

Par la délibération n° 2018-164 du 19 juillet 2018³, la CRE a déterminé les niveaux annuels prévisionnels de dotation dont bénéficiera EDM sur la période 2018-2021 au titre de la péréquation des charges de distribution d'électricité, ainsi que le cadre de régulation en vigueur sur cette même période. Cette délibération prévoit un ajustement annuel du niveau de dotation via le mécanisme du compte de régularisation des charges et produits (CRCP).

La présente délibération a pour objet de fixer la valeur définitive de la dotation de EDM au titre du Fonds de péréquation de l'électricité pour l'année 2021, à 19 491 k€, en augmentation de 13 % par rapport à la dotation de l'année 2020 de 17 232 k€.

³ Délibération de la Commission de régulation de l'énergie n° 2018-164 du 19 juillet 2018 portant décision sur les niveaux de dotation du Fonds de péréquation de l'électricité (FPE) pour Électricité de Mayotte au titre des années 2018 à 2021 et sur le cadre de régulation associé

1. CADRE EN VIGUEUR POUR L'EVOLUTION ANNUELLE DE LA DOTATION DE EDM AU TITRE DU FPE

La délibération du 19 juillet 2018 portant décision sur les niveaux de dotation du Fonds de péréquation de l'électricité (FPE) pour Électricité de Mayotte au titre des années 2018 à 2021 et sur le cadre de régulation associé, a fixé le niveau de dotation pour 2018 et les niveaux prévisionnels pour les années 2019-2021.

Cette délibération prévoit que chaque année N à compter de 2019, le niveau annuel définitif de dotation au titre du FPE est défini comme la somme :

- du niveau prévisionnel de dotation au titre de l'année N ;
- du solde du CRCP de l'année N-1, calculé comme la différence entre :
 - le revenu autorisé de EDM calculé *ex post* au titre de l'année N-1, correspondant au total des charges nettes à couvrir ;
 - les recettes réelles issues de la perception du TURPE et des dotations prévisionnelles du FPE pour l'année N-1.

2. EVOLUTION DU NIVEAU DE LA DOTATION DE EDM AU TITRE DU FPE POUR L'ANNEE 2021

2.1 Solde du CRCP de EDM pour l'année 2020

2.1.1 Revenu autorisé calculé *ex post* au titre de l'année 2020

Le revenu autorisé *ex post* calculé pour EDM au titre de l'année 2020 s'élève à 30 746 k€, et est inférieur de 5 283 k€ au montant prévisionnel pris en compte dans la délibération tarifaire du 19 juillet 2018 (inférieur de 5 574 k€⁴ hors charges relatives à la contrepartie versée aux fournisseurs pour la gestion des clients en contrat unique). Cet écart s'explique notamment par :

- des charges de capital inférieures aux prévisions (- 5 767 k€), qui s'expliquent notamment par un retard cumulé sur le plan d'investissement d'EDM ainsi qu'à des reprises de provision suite à des mises au rebut d'ouvrages réseau ;
- des charges nettes d'exploitation incitées inférieures aux prévisions (-201 k€) qui s'expliquent par une inflation cumulée inférieure aux prévisions ;
- des contributions perçues des utilisateurs au titre des raccordements inférieures aux prévisions (- 322 k€) qui s'expliquent par une hausse globale du nombre de consommateurs moins importante que prévue ainsi que par les effets de la crise sanitaire ;
- la régulation incitative qui a généré pour EDM, en 2020, un bonus (+ 56 k€), celui-ci se décompose comme :
 - un bonus de 33 k€ pour la régulation incitative de la qualité de service, dont ;
 - un bonus de 25 k€ pour l'indicateur « taux de réponses aux réclamations dans les 15 jours calendaires » ;
 - un bonus de 10 k€ pour l'indicateur « taux de compteurs avec au moins un relevé sur index réel dans l'année pour les consommateurs BT ≤ 36 kVA » ;
 - un bonus de 23 k€ pour la régulation incitative des pertes qui s'explique par un volume de perte (30 GWh) inférieur au volume de référence (32 GWh).
 - Le détail des résultats de la régulation incitative de la qualité de service est présenté en annexe 2.

⁴ Les charges relatives à la contrepartie versée aux fournisseurs pour la gestion des clients en contrat unique s'élèvent à 291 k€ : elles faisaient l'objet d'une trajectoire initiale nulle dans la délibération du 19 juillet 2018.

Les montants et explications poste à poste sont détaillés en annexe 1.

2.1.2 Recettes perçues par EDM au titre du TURPE pour l'année 2020

Les recettes tarifaires perçues par EDM en 2019 s'élèvent à 15 415 k€, et sont inférieures aux 15 630 k€ prévus dans la délibération du 19 juillet 2018. Hors recettes liées au terme Rf, l'écart entre recettes effectivement perçues et les recettes prévisionnelles est estimé à - 505 k€ environ. Cet écart de recette est notamment dû à une évolution du tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité supérieure aux prévisions utilisées dans la délibération du 19 juillet 2018.

2.1.3 Dotation prévisionnelle par EDM du FPE au titre de l'année 2020

La dotation prévisionnelle d'EDM au titre du FPE pour l'année 2020 est de 20 670 k€, comme prévu par la délibération du 19 juillet 2018.

2.1.4 Solde du CRCP au 31 décembre 2020

Le solde du CRCP de EDM au 31 décembre 2019 s'élève donc à - 5 340 k€ et se décompose de la manière suivante :

Composantes du CRCP total au 31 décembre 2020	Montant (k€)
Revenu autorisé calculé ex post au titre de l'année 2020 [A]	30 746 k€
Recettes perçues par EDM au titre du TURPE pour l'année 2020 [B]	15 415 k€
Dotation prévisionnelle au FPE d'EDM au titre de l'année 2020 [C]	20 670 k€
Solde du CRCP au 31 décembre 2020 [A]-[B]-[C] = [D]	- 5 340 k€

2.2 Dotation définitive d'EDM au titre du FPE pour l'année 2021

La dotation définitive au titre du FPE de EDM pour l'année 2021 est donc de 19 491 k€, en augmentation de 13 % par rapport à l'année 2020 et se décompose de la manière suivante :

Composantes de la dotation au FPE d'EDM au titre de l'année 2021	Montant (k€)
Dotation prévisionnelle de EDM au titre de l'année 2021 [E]	24 831 k€
Solde du CRCP au 31 décembre 2020 [D]	- 5 340 k€
Dotation définitive au FPE de EDM au titre de l'année 2021 [E]+[D]	19 491 k€

DECISION DE LA CRE

L'article L. 121-29 du code de l'énergie, modifié par l'article 165 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV), dispose qu'« il est procédé à une péréquation des charges de distribution d'électricité en vue de répartir entre les gestionnaires de réseaux publics de distribution d'électricité les charges résultant de leur mission d'exploitation des réseaux publics mentionnée à l'article L.121-4. »

Cet article introduit la possibilité pour les GRD d'électricité intervenant dans des zones non interconnectées au réseau métropolitain continental « d'opter pour une péréquation de leurs coûts d'exploitation, établie à partir de l'analyse de leurs comptes et qui tient compte des particularités physiques de leurs réseaux ainsi que de leurs performances d'exploitation. »

Ce même article dispose que, dans ce cas, « la Commission de régulation de l'énergie procède à l'analyse des comptes pour déterminer les montants à percevoir ».

EDM a formalisé en juin 2017 sa demande de bénéficier de ce mécanisme de péréquation établie à partir de l'analyse de ses comptes pour la période 2018-2021.

Par la délibération n° 2018-164 du 19 juillet 2018, la CRE a déterminé les niveaux annuels prévisionnels de dotation dont bénéficiera EDM sur la période 2018-2021 au titre de la péréquation des charges de distribution d'électricité, ainsi que le cadre de régulation en vigueur sur cette même période. Cette délibération prévoit un ajustement annuel du niveau de dotation.

Cette évolution annuelle vise, notamment, à prendre en compte les écarts entre les charges et les produits réellement constatés sur l'année précédente et les charges et les produits prévisionnels sur des postes peu prévisibles pris en compte pour définir la dotation de EDM et identifiés dans le mécanisme du compte de régularisation des charges et des produits (CRCP).

En application des dispositions de la délibération de la CRE susmentionnée, la dotation définitive de EDM au titre du FPE pour l'année 2021 est fixée à 19 491 k€, cette dotation est en augmentation de 13 % par rapport à la dotation 2020 de 17 232 k€. Elle résulte de la somme :

- de la dotation prévisionnelle pour l'année 2021 de 24 831 k€ ;
- du solde du CRCP pour l'année 2020 de - 5 340 k€.

La présente délibération sera publiée sur le site internet de la CRE, notifiée à EDM et transmise à la ministre de la transition écologique, au ministre des Outre-mer, au préfet de Mayotte, ainsi qu'à Enedis.

La présente délibération sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Délibéré à Paris, le 28 juillet 2021.

Pour la Commission de régulation de l'énergie,

Le Président,

Jean-François CARENCO

ANNEXE 1 : CALCUL DU REVENU AUTORISE EX POST AU TITRE DE L'ANNEE 2020

Le tableau ci-après présente le revenu autorisé calculé *ex post* pour les postes de charges, de recettes et les incitations financières au titre de l'année 2020. Il indique également, pour information, le montant prévisionnel pris en compte dans la délibération tarifaire du 19 juillet 2018 et l'écart entre le revenu autorisé calculé *ex post* et ce montant prévisionnel.

La convention de signe de ce tableau est la suivante : un montant positif représente un montant à couvrir par le tarif, tel qu'une charge ou un bonus pour EDM ; un montant négatif représente un montant venant réduire les charges couvertes par le tarif au titre du CRCP, tel qu'un produit ou une pénalité pour EDM.

Montants au titre de l'année 2020 (en k€)	Montants pris en compte pour le revenu autorisé calculé <i>ex post</i> [A]	Montants prévisionnels définis dans la délibération FPE de EDM [B]	Ecart [A]-[B]	Ecart en %
Charges				
Charges nettes d'exploitation (CNE) incitées	17 958	18 159	- 201	- 1,1%
Charges de capital totales	10 736	16 503	- 5 767	- 34,9%
Valeur nette comptable des immobilisations démolies	-	-	-	-
Charges liées à la compensation des pertes	2 015	2 086	- 71	- 3,4%
Charges relatives aux impayés correspondant au paiement du TURPE	22	42	- 20	- 47,8%
Charges relatives aux redevances de concession	223	216	7	3,2%
Charges relatives à la contrepartie versée au fournisseur EDM pour la gestion des clients en contrat unique	291	-	291	-
Charges relatives aux catastrophes naturelles	100	-	100	-
Montants retenus au titre du mécanisme de prise en compte des projets de déploiement industriel des réseaux électriques intelligents	-	-	-	-
Recettes				
Contributions des utilisateurs reçues au titre du raccordement	655	977	- 322	- 32,9 %
Ecart de recettes liées à des évolutions non prévues de tarifs des prestations annexes	-	-	-	-
Incitations financières				
Régulation incitative de la qualité de service	33	-	33	-
Régulation incitative des pertes	23	-	23	-
Total du revenu autorisé	30 746	36 029	- 5 283	- 14,7 %

Postes de charges pris en compte pour le calcul *ex post* du revenu autorisé au titre de l'année 2020

a) Charges nettes d'exploitation (CNE) incitées (hors catastrophes naturelles)

Le montant pris en compte dans le calcul *ex post* du revenu autorisé pour l'année 2020 est égal à 17 958 k€, soit la valeur de référence définie dans la délibération du 19 juillet 2018, 18 159 k€ (valeur de 18 259 k€ à laquelle on soustrait le montant forfaitaire des charges liées aux catastrophes naturelles de 100 k€), ajustée de la différence entre l'inflation prévisionnelle et l'inflation réalisée entre l'année 2016 et l'année 2019 (respectivement 1,042 et 1,036).

b) Charges de capital totales

Les charges de capital totales de EDM pour l'année 2020 sont de 10 736 k€, montant inférieur aux 16 503 k€ prévus. Cet écart s'explique un décalage des plans d'investissement d'EDM qui a entraîné un retard cumulé depuis le début de la période ainsi qu'à des reprises de provision suite à la mise au rebut d'ouvrages réseau.

c) Valeur nette comptable des immobilisations démolies

Aucune immobilisation démolie n'est comptabilisée dans le bilan de EDM pour l'année 2020. Ce poste de charge est donc nul.

d) Charges liées à la compensation des pertes

Le volume de pertes de EDM s'établit en 2020 à 30,3 GWh pour un total d'énergie injectée de 374,6 GWh soit un taux de pertes de 8,1 %. Le poste d'achat des pertes a représenté sur 2020 une charge de 2 015 k€ et est inférieur aux 2 086 k€ prévus.

e) Charges relatives aux impayés correspondant au paiement du TURPE

Les charges relatives aux impayés du TURPE représentent en 2020 une charge de 22 k€ à supporter pour EDM, inférieure à la charge prévisionnelle de 42 k€.

f) Charges relatives aux redevances de concession

Les charges relatives aux redevances de concession s'élèvent à 223 k€ pour l'année 2020, supérieures à la valeur prévisionnelle de 216 k€.

g) Charges relatives à la contrepartie versée au fournisseur EDM pour la gestion des clients en contrat unique

Les charges relatives à la contrepartie versée aux fournisseurs pour la gestion des clients en contrat unique s'élèvent à 291 k€ pour l'année 2020.

h) Charges relatives aux catastrophes naturelles

EDM n'a pas eu à supporter en 2020 de charges dues à des catastrophes naturelles, ainsi la charge de catastrophes naturelles est égale pour 2020 à la couverture forfaitaire de 100 k€.

i) Montants retenus au titre du mécanisme de prise en compte des projets de déploiement industriel des réseaux électriques intelligents

Aucun projet de déploiement industriel des réseaux électriques intelligents n'a été porté à la connaissance de la CRE pour 2020 ce poste est donc nul.

Postes de recettes pris en compte pour le calcul ex post du revenu autorisé au titre de l'année 2020**a) Contributions des utilisateurs reçues au titre du raccordement**

Les recettes perçues par EDM au titre du raccordement s'élèvent à 655 k€ en 2020 et sont inférieures aux 977 k€ prévus. Cet écart s'explique notamment par une hausse globale du nombre de consommateurs moins importante que prévue ainsi que par les effets de la crise sanitaire.

b) Ecart de recettes liées à des évolutions non prévues de tarifs des prestations annexes

Aucune évolution imprévue du tarif des prestations annexes n'a été enregistrée en 2020, ainsi ce poste est nul au CRCP de 2020.

Incitations financières au titre de la régulation incitative au titre de l'année 2020**a) Régulation incitative de la qualité de service**

La régulation incitative de la qualité de service de EDM a généré un bonus global de 33 k€ sur l'année 2020. Le détail des résultats, sur l'année 2020, des différents indicateurs incités financièrement ainsi que le bilan des incitations associées sur cette période figurent en annexe 2 de cette délibération. Les principaux indicateurs expliquant ce résultat sont :

- le *taux de réponse aux réclamations dans les 15 jours calendaires* : + 25 k€. La valeur de l'indicateur en 2020, 91,2 %, est supérieure à l'objectif de référence fixé à 82 % pour l'année 2020 ;
- le *taux de compteurs avec au moins un relevé sur index réel dans l'année pour les consommateurs BT ≤ 36 kVA* : + 10 k€. La valeur de l'indicateur en 2020, 98,1 %, est supérieure à l'objectif de référence fixé à 93% pour l'année 2020.

Dans l'ensemble, 2 indicateurs ont généré un bonus et 1 un malus.

b) Régulation incitative des pertes

Pour l'année 2020 la régulation incitative des pertes a engendré pour EDM un bonus de 23 k€. Cette régulation incitative a pour but d'inciter EDM sur le volume de perte acheté. Pour l'année 2020, le volume de référence fixé à EDM, calculé à partir des injections réelles 2020 et du taux historique de pertes de 8,6%, est de 32,2GWh alors que le volume de pertes réel de EDM pour l'année 2020 a été de 30,3 GWh.

ANNEXE 2 : BILAN DE LA REGULATION INCITATIVE DE LA QUALITE DE SERVICE DE EDM POUR L'ANNEE 2020

Indicateurs	Résultats de EDM	Objectif de référence	Incitations financières (€)
Rendez-vous planifiés non respectés par EDM*	Non disponible	-	-
Taux de réponses aux réclamations dans les 15 jours calendaires	91,2 %	82 %	+ 25 059
Nombre de réclamations traitées dans un délai supérieur à 30 jours calendaires	54 réclamations	0	- 1 620
Taux de compteurs avec au moins un relevé sur index réel dans l'année pour les consommateurs BT ≤ 36 kVA	98,1 %	93 %	+ 10 000**
Total des incitations financières (tous indicateurs hors périmètre des compteurs communicants)			+ 33 439

* Pénalité versée directement aux utilisateurs par EDM

*** Indicateur plafonné à 10 k€